

**Éléments concernant la manifestation annuelle de l'Organisation des
Moudjahidin du Peuple d'Iran (OMPI)**

L'association *Nouveaux Droits de l'Homme (NDH)*, une des nombreuses vitrines associatives de l'*Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran (OMPI)*, mouvement d'opposition iranien initialement opposé au régime du Shah, qui, à la chute de ce dernier, est devenu un adversaire en exil de la théocratie iranienne, organise sa démonstration annuelle le samedi 20 juin 2026 dans la Capitale.

L'itinéraire du cortège déclaré par les organisateurs prévoit un départ de la place Vauban et une dispersion sur l'avenue de Ségur (7^{ème}).



Appel à la mobilisation le samedi 20 juin dans la Capitale (source : réseaux sociaux)

Le mot d'ordre sera, comme à l'accoutumée, « *ni Shah, ni Mollahs* », reflétant ainsi, d'une part, leur combat passé contre la famille impériale et leur volonté de ne pas voir revenir sur le trône Reza PAHLAVI, fils du dernier Shah d'Iran, et d'autre part, leur opposition à la théocratie iranienne actuellement au pouvoir.

Des cadres du *Conseil national de la résistance d'Iran (CNRI)*, la branche politique de l'*OMPI*, se sont félicités que leur slogan « *ni Shah, ni Mollahs* » soit actuellement repris par les adversaires du pouvoir iranien, au-delà de leurs seuls militants.

Selon eux, une partie de leur projet politique ferait actuellement « *tache d'huile* » et susciterait l'approbation de certains acteurs, lesquels devraient donc gonfler leurs rangs lors de cette manifestation.

Ainsi, les minorités iraniennes soutiendraient à présent davantage le programme de l'*OMPI* et se seraient même engagées à participer à la marche du samedi 20 juin 2026.

Des représentants kurdes, arabes, baloutches ou d'autres éléments issus de diverses tribus, de même que des cadres communistes et socialistes sont donc attendus.

A ce titre, le 4 mai 2026, à l'Assemblée nationale (7^{ème}), le Comité parlementaire pour un Iran démocratique (CPID), autre avatar de l'OMPI, organisait une conférence en présence de parlementaires français et du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), de l'Organisation de la lutte du Kurdistan iranien dit Khabat, du Mouvement de lutte arabe pour la libération d'Ahwaz, du parti communiste iranien Komala, du Mouvement pour la libération du Baloutchistan, de l'Organisation des droits humains du Lorestan et de la formation socialiste de l'Organisation des fedayin du peuple iranien.

En outre, les organisateurs de la manifestation du 20 juin 2026, ont fait part de leur grande satisfaction quant à la participation annoncée de leurs militants issus d'autres pays européens, et plus encore de leurs associations établies aux États-Unis, au Canada et en Australie.

Au 15 juin 2026, les organisateurs annonçaient la location de « 700 à 800 bus », laissant présager d'un niveau de participation inédit.

Si ce volume paraît surestimé, il a toutefois été permis d'apprendre qu'une société francilienne de transport par cars, contactée par les différentes structures satellites de l'OMPI avait dû solliciter la mise à disposition de 15 bus supplémentaires, en sus de sa propre flotte.

De surcroît, des personnalités publiques non iraniennes, déjà habituées aux grands-messes des Moudjahidin, ont prévu de prendre la parole, à l'image d'Ingrid BETANCOURT, de l'ancien Premier ministre belge et ex-président du Conseil européen Charles MICHEL, et du général américain James L. JONES, tous trois présentant l'avantage d'être francophones.

La dernière mobilisation importante de l'OMPI organisée à Berlin (Allemagne) a permis de réunir près de 10 000 personnes.

Le contexte international fait néanmoins peser cette année des risques majeurs sur le déroulement de cette manifestation.

En effet, le 1^{er} mars 2026, le site internet du Conseil national de la résistance d'Iran (CNRI) diffusait une publication intitulée « les unités de résistance de l'OMPI se déferlent en Iran suite à l'annonce du gouvernement provisoire par le CNRI ».

Ce gouvernement provisoire avait, selon l'OMPI, vocation à transférer le pouvoir à terme au peuple iranien.

En outre, dans un article du Monde du 05 mars 2026, cette organisation revendiquait avoir mené une attaque le 23 février 2026 sur la résidence de l'ayatollah Ali KHAMEINI située au sein du complexe Motahari à Téhéran (Iran), quelques jours avant son élimination par les frappes aériennes des forces israélo-américaines.

La circonstance que l'OMPI ait mené une telle opération exacerbe le risque de représailles sur le territoire national, en particulier à l'occasion de cette mobilisation massive de voie publique.

Sur ce point, il convient de rappeler que les exécutions par le régime iranien de personnes soupçonnées de liens avec l'OMPI se sont multipliés au cours des derniers mois.

Mohammad TAGHAVI et Akbar DANESHVARKAR ont ainsi été exécutés le 30 mars 2026 au motif qu'ils étaient affiliés à cette organisation.

Le jour suivant, les autorités judiciaires iraniennes annonçaient l'exécution de Babak ALIPOUR et Pouya GHOBADI au motif qu'ils auraient « participé à de nombreuses opérations terroristes contre des lieux publics et des centres sensibles à Téhéran au moyen d'armes à feu ».

L'implication du régime de Téhéran dans la commission d'actes violents à l'encontre des forces d'opposition a été démontrée par le passé.

En effet, un couple de Belges d'origine iranienne était arrêté le 30 juin 2018 en région bruxelloise, avec à bord de son véhicule environ 500 grammes d'un puissant explosif (TATP) ainsi qu'un mécanisme de mise à feu.

Ils étaient rapidement soupçonnés de projeter de commettre un attentat le même jour à Villepinte où était organisé le grand rassemblement annuel du *Conseil national de la résistance iranienne (CNRI)*.

Le parquet belge précisait à cette occasion que « *l'attentat terroriste a pu être déjoué grâce à une collaboration entre la sûreté de l'État belge et les autorités judiciaires françaises et allemandes* ».

Outre ce couple, un diplomate iranien, *Assadollah Assadi*, en poste à l'ambassade d'Iran à Vienne (Autriche) au moment des faits était également poursuivi pour son implication présumée dans ce projet.

Les autorités judiciaires belges renvoyaient d'ailleurs en 2020 quatre personnes, dont ce diplomate, devant un tribunal correctionnel pour « *tentatives de meurtre à caractère terroriste* » et « *participation aux activités d'une organisation terroriste* ».

Assadollah Assadi était décrit dans cette affaire par la justice belge comme coordinateur du projet au sein d'un département du *ministère iranien du Renseignement*.

Suite à cet attentat sur le sol français entravé en 2018, l'*OMPI* décidait de délocaliser en Albanie son rassemblement de l'année suivante (2019).

Les autorités de ce pays parvenaient également à déjouer un acte terroriste visant cet événement.

En 2022, alors que l'*OMPI* décidait de nouveau d'organiser son rassemblement annuel dans ce pays, les autorités albanaises avaient dû l'annuler en raison d'une cyberattaque, imputée au régime iranien, paralysant les serveurs des administrations publiques.

En réponse à cette attaque, l'État albanais avait décidé de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran le 7 septembre 2022.

La répression des oppositions menée par le régime iranien sur son territoire qui s'est intensifiée à la suite de la guerre dite des « *Douze jours* » l'opposant à la coalition israélo-américaine du 13 au 24 juin 2025, puis de l'opération *Epic Fury* depuis le 28 février 2026, fait peser un risque renforcé sur les dissidents réfugiés dans les pays étrangers et principalement en France.

Il paraît important de rappeler qu'un attentat à l'engin explosif visant le siège parisien de *Bank of America*, rue La Boétie (8^e arrondissement de Paris), a été déjoué dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 mars 2026, aux alentours de 3h30 du matin.

Des policiers de la brigade anticriminalité avaient interpellé un adolescent de 17 ans, encapuchonné, alors qu'il tentait de mettre le feu à un engin explosif artisanal déposé devant la banque.

Selon le *parquet national antiterroriste (PNAT)*, saisi de l'affaire, la tentative paraissait « *pouvoir être rattachée* » au groupuscule pro-iranien *Harakat Ashab al-Yamin al-Islamiya (Hayi)*, qui avait revendiqué plusieurs attaques récentes en Europe contre la communauté juive, démontrant les capacités actuelles de l'Iran à frapper ses ennemis sur le territoire français.

Le ministre de l'Intérieur *Laurent Nuñez* évoquait quant à lui un « *lien* » avec la guerre au Moyen-Orient et des « *proxys* » iraniens.

Dans le contexte actuel des négociations en cours entre les Etats-Unis et l'Iran en vue de conclure un accord de paix, cette démonstration de l'*OMPI* fait face à un risque majeur d'attentat.

Le pouvoir iranien ne constitue toutefois pas la seule menace pesant sur ce rassemblement organisé par l'OMPI.

En effet, cette structure se livre depuis quelques mois à une véritable guerre d'influence avec un autre mouvement d'opposition, les monarchistes iraniens favorables au retour au pouvoir de *Mohammad Reza PAHLAVI* fils du dernier *Shah d'Iran*, chacun des deux mouvements ayant pour objectif d'incarner la seule et unique opposition iranienne légitime.

L'OMPI n'avait pas manqué de rendre publique l'agression de l'un de ses militants par des partisans du mouvement monarchiste lors d'une manifestation de voie publique organisée le 20 février 2023 à Bruxelles.

L'organisation a par ailleurs dénoncé l'exhibition par ce courant, le 26 avril 2026 à Londres (Royaume-Uni) et le 10 mai 2026 à Regensburg (Allemagne), de symboles de la SAVAK, le service de sécurité intérieure de *Mohammad Reza PAHLAVI*.



Banderolles et t-shirts à l'effigie de la SAVAK lors de la manifestation du 10 mai 2026 à Regensburg (source : internet)

L'activiste *Mohammad SADEGHI AHANGAR*, réputé pour son militantisme dans les rangs monarchistes et ses prises de position particulièrement menaçantes notamment envers les forces de l'ordre et le président de la République française a invité ses partisans à « *barrer la route au cortège* » de l'OMPI.

Ce dernier a récemment publié sur ses réseaux sociaux, sans pour autant apparaître sur celles-ci, deux vidéos particulièrement préoccupantes, la première sur laquelle l'intéressé manipule une arme de poing semi-automatique avec en arrière plan une arme longue, et la seconde mettant en scène une arme semi-automatique réalisée en impression 3D qui ouvre le feu.

Le symbole de la SAVAK a été utilisé à l'occasion de plusieurs signalements sur la plateforme d'accueil moncommissariat.fr, le 16 juin 2026, dans lesquels un ou des individus ont notamment menacé de poser une bombe si l'autorité administrative accordait la tenue de la manifestation du 20 juin 2026.

Ces actions, si elles paraissent imputables à l'opposition monarchiste iranienne, dans le cadre de sa rivalité avec l'OMPI, pourraient également avoir pour origine le régime iranien via des proxys de circonstance.

Enfin, cette manifestation s'inscrit également dans un contexte de mobilisation et de sujétion extrêmement importantes des forces de l'ordre sur le territoire national.

En effet, il convient de rappeler qu'elles ont été massivement sollicitées pour sécuriser de multiples événements à fort rayonnement international et médiatique, le *Bharat Innovates* organisé à Nice (Alpes-Maritimes) du 14 au 16 juin 2026, le sommet du G7 organisé à Evian (Haute-Savoie) du 15 au 17 juin 2026, les salons *VivaTech* au Parc des expositions de la Porte de Versailles (15^{ème}) du 17 au 20 juin 2026 et *Eurosatory* au *Parc des Expositions de Paris-Nord – Villepinte* (Seine-Saint-Denis) et enfin l'édition 2026 de la *Fête de la Musique*.

À cette circonstance s'ajoute celle que la France est confrontée à une menace terroriste particulièrement élevée, conduisant le Premier ministre à rehausser le 24 mars 2024 le *plan Vigipirate* à son niveau sommital « *urgence attentat* ».

Or, les rassemblements importants de personnes sur la voie publique en marge notamment d'événements à forte exposition médiatique sont particulièrement ciblés par les auteurs d'actes de terrorisme, incités dans leurs projets par la propagande djihadiste à utiliser des modes opératoires sommaires, de type attaque au couteau ou au moyen de véhicules, peuvent maximiser les conséquences de leurs attaques.